

N° 06/CA du Répertoire

N° 2003-63/CA du Greffe

Arrêt du 19 février 2004

Affaire : KPADE Jucahl Dona Kwassi
C/

- Recteur de l'Université d'Abomey-Calavi
- Directeur de l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée et de Management et
- Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif sans date de Maître Gustave ANANI CASSA, Avocat à la cour, conseil de Jucahl Dona Kwassi KPADE, enregistrée au secrétariat de la Cour sous le numéro 1345 puis au greffe de la même Cour sous le n° 214/GCS du 10 juin 2003 ;

Vu la transmission aux fins de droit par bordereaux n°s 1173/GCS et 1138/GCS du 13 octobre 2003 faite aux défendeurs de cette requête et du mémoire ampliatif qui en a été suivi ;

Vu la demande en abréviation de délai de procédure formulée par le requérant à l'adresse du Président de la Cour suprême et l'ordonnance prise par celui-ci ramenant en la cause le délai de procédure à 8 jours ;

Vu les correspondances en date à Cotonou du 30 septembre 2003 et enregistrées sous les n°s 1081/GCS et 1082/GCS notifiant ladite ordonnance aux requis ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Ensemble toutes les autres pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Emile TAKIN** en son rapport ;

DE = Gratis

enregistré à Cotonou le 5/7/04.

Fo 18 Casc. 2782-4

Reçu Gratis

L'Inspecteur de l'Enregistrement



Blandine Zouou

Où l'Avocat général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant expose que courant août 2002 et alors qu'il était étudiant en 2^{ème} année à l'ex-INE des cas de fraude constituant en falsification de notes et en substitution de copies au profit de certains étudiants ont été découverts à l'Institut ;

Que pour réprimer les faits, le conseil de discipline dudit institut, en sa séance du 12 septembre 2002 a proposé à la direction d'exclure les étudiants dits être impliqués dans cette affaire pour deux ans à compter de l'année académique 2002-2003 ;

Qu'au nombre de ces étudiants figure malheureusement son nom puisqu'on lui reprochait d'avoir falsifié sa note 10/20 en comptabilité analytique en 16/20 ;

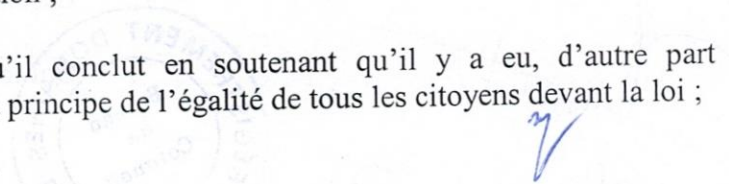
Que devant ces faits et étant entendu qu'il était innocent il a de nouveau saisi, le 15 novembre 2002, le Recteur de l'Université d'Abomey-Calavi d'un recours préalable avec ampliation au Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et au juge d'instructions en charge du dossier judiciaire pour voir annuler cette décision n° 1002/02/UAC/SG/VR-CAA/SSS avec toutes les conséquences à son égard ;

Que son recours resté sans suite, il a saisi la présente Cour ;

Considérant que le requérant développe que la décision dont s'agit est intervenue en ce qui le concerne, en violation de l'article 17 de la Constitution « toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été loyalement établie au cours d'un procès public devant lequel toutes les garanties nécessaires à la libre défense lui auront été assurées... » ;

Que depuis la découverte du cas de fraude dont s'agit jusqu'à la prise de la sanction querellée et bien qu'il ait voulu être entendu en la cause, il ne l'a jamais été. Qu'en cela la décision mérite sanction ;

Qu'il conclut en soutenant qu'il y a eu, d'autre part violation du principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi ;



Qu'il en appelle sur ce point à l'application de l'article 26 de la Constitution du 12 décembre 1990 « l'Etat assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale » puisqu'en l'espèce l'Administration ne lui a pas permis de présenter ses moyens de défense ;

Considérant que par leur réplique en date à Cotonou du 21 octobre 2003, le Directeur de l'ENEAM et le Recteur de l'Université d'Abomey-Calavi et par l'organe de leur conseil, Maître Abraham ZINZINDOHOUE, Avocat à la Cour, ont déclaré acquiescé aux moyens soulevés par le requérant et sollicitent qu'acte leur soit donné de cet acquiescement ;

Considérant qu'il résulte en effet des éléments de la cause que la décision déferée à la Cour a été prise en violation des articles 17 et 26 de la Constitution du 11 décembre 1990 ;

Que dès lors, il y a lieu prononcer son annulation à l'égard du requérant Jucahl Dona Kwassi KPADE avec toutes les conséquences de droit qui s'y attachent notamment son exclusion de l'ENEAM pour deux ans à compter de l'année académique 2002-2003 ;



PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er} : Le recours pour excès de pouvoir de Monsieur Jucahl Dona Kwassi KPADE contre la décision n° 1002/02/UAC/SG/VR/CAA/SSS du 16 octobre 2002 du Recteur de l'Université d'Abomey-Calavi est recevable.

Article 2 : Ladite décision est annulée avec toutes les conséquences de droit en ce qui concerne Jucahl Dona Kwassi KPADE.

Article 3 : Les dépens sont mis à la charge du Trésor public.

Article 4 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'V' or 'Z' shape.

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Emile TAKIN

et

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-neuf février deux mille quatre, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;

Donatien VIGNINO,

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier,